

MONDE / TERRITOIRES / UNE PUBLICATION

L'Espagne en mouvement

PAR MANUEL CERVERA-MARZAL · PUBLIÉ 02/11/2016 · MIS À JOUR 16/01/2019




L'Espagne connaît depuis dix ans de nombreux soubresauts. Chez ce bon élève de l'Union Européenne (début des années 2000), la crise économique de 2008, marquée notamment par l'explosion de la bulle immobilière, s'est poursuivie par une crise sociale (montée brutale du chômage et de la précarité), puis par une crise politique, celle-là même qui traverse encore le pays. Incapable de se doter d'un gouvernement, l'Espagne a voté en octobre 2016 pour la troisième fois en un an.

Les Français regardent leurs voisins ibériques avec un intérêt prononcé pour un objet politique non identifié : Podemos. Il suffit de consulter la rubrique « International » du *Monde* ou du *Figaro* pour s'apercevoir que, lorsque la presse française traite de l'Espagne, c'est en braquant les projecteurs sur le parti du charismatique Pablo Iglesias. Podemos joue certes un rôle crucial dans la situation actuelle car, sans nul doute, ses succès électoraux redessinent en profondeur les équilibres politiques du pays. En fait, son ascension acte la fin du bipartisme qui régnait en Espagne depuis la Transition de 1978. Mais à trop en faire sur Podemos, on oublierait presque que la société espagnole est traversée par d'autres mouvements pourtant bien présents

dans la vie politique.

- **Ferret J.**, 2016, *Crisis, Movimientos y Sociedad en España Hoy*, Zagagoza : Sibirana Ediciones, 203 p.

Le grand mérite de l'ouvrage de Jérôme Ferret  (Université de Toulouse 1 – Capitole) est d'attirer l'attention sur le fourmillement de nouvelles questions sociales et culturelles portées par ces mouvements : nationalismes basque et catalan, contestation altermondialiste, construction du « problème musulman », paupérisation de la jeunesse, occupations des places, etc.



CC Patrick Mignard pour Mondes Sociaux

Plus il y a de conflit, moins il y a de violence

Pour qui s'intéresse aux transformations d'une société, l'Espagne des années 2000 à nos jours constitue un objet de choix. En remontant aux années 1980, mais en se basant essentiellement sur des enquêtes de terrain et des entretiens menés entre 2009 et 2014, Jérôme Ferret met de l'ordre dans le chamboulement actuel. Car tel est bien l'objectif de l'ouvrage : rendre compréhensible aux non initiés les changements de fond qui affectent la société espagnole. Pour ce faire, l'auteur a privilégié trois terrains – le Pays basque, la Catalogne et le mouvement des Indignés –, chacun abordé avec une même série d'interrogations : quelles formes de violence sont à l'œuvre ? Et quelle place la violence occupe-t-elle dans chacune des trois

configurations sociales ?

Cette enquête prouve une nouvelle fois tout l'intérêt de la méthode comparative pour la production de connaissance en sciences sociales. En effet, en confrontant les trois cas susmentionnés, Jérôme Ferret met en évidence des différences notables. Celles-ci concernent le rapport entre la violence et la société dans son ensemble. Alors qu'au Pays Basque la prégnance d'une violence relativement élevée et parfois inquiétante *étouffe* la vitalité sociale, le mouvement des Indignés démontre, au contraire, que la densité des activités sociales permet un *rejet* ferme du recours à la violence. A cet égard, la Catalogne constitue une sorte d'intermédiaire entre la violence basque et la non-violence des Indignés dans la mesure où, dans cette région, actions violentes et engagements sociaux se contiennent mutuellement. De la confrontation de ces trois cas émerge l'hypothèse centrale de l'auteur : le niveau de violence propre à une configuration sociale donnée constitue un indicateur fiable de la capacité du régime politique à organiser les conflits sociaux. En s'inspirant ouvertement des travaux de Michel Wieviorka, Jérôme Ferret prend le sens commun à contrepied. Alors qu'on associe traditionnellement le conflit à la violence, Ferret s'applique à montrer que *plus il y a de conflit, moins il y a de violence*. Et, plus il y a de conflit, plus la qualité démocratique de la vie sociale est élevée.



CC Wikimedia Commons Pegi

Mais le lecteur est en droit de s'interroger : que faut-il entendre par « violence » ? Si l'auteur ne la définit jamais explicitement c'est que, comme il s'applique à le démontrer, la violence est sujette à des fluctuations relatives au contexte historique. En effet, elle prend des visages aussi différents que la destruction de biens matériels, le chômage de masse, le rejet de l'étranger, l'attentat, le trafic de drogue, la corruption, la stigmatisation d'une religion, la perte de sens, la vulnérabilité d'un individu, un conflit avec les autorités publiques ou l'affrontement avec les forces de l'ordre. Chacune des trois configurations étudiées se caractérise par la prévalence d'un de ces phénomènes.

- **Wieviorka M.**, 2005, *La violence*, Paris : Hachette.

Au Pays Basque, la *Kale Borroka*



CC Wikimedia Commons hor Vaskk

La *kale borroka* désigne une violence de rue menée par des jeunes qui détériorent des biens publics, des bâtiments ou, dans les cas extrêmes, affrontent physiquement les forces de l'ordre. Ce phénomène est généralement présenté par les autorités et par les médias comme un « reste » de la violence du groupe terroriste ETA et comme une « prémisse » annonciatrice de nouvelles actions meurtrières. La *kale borroka*, qui concernerait environ 8% des jeunes Basques, serait ainsi l'expression d'un

face-à-face entre l'ETA  espagnol et de potentiels futurs terroristes.

A partir de minutieuses observations de terrain et de l'étude de trajectoires individuelles, Jérôme Ferret démontre combien cette interprétation largement dominante, qui réduit l'action de ces jeunes à une violence purement destructrice guidée par des idéaux nationalistes radicaux, passe à côté de la dimension « sociale » de la *kale borroka*. En effet, cette violence urbaine, menée par des individus d'une certaine vulnérabilité sociale, entretient différentes jonctions avec les squats anarchistes, les mobilisations étudiantes et le mouvement altermondialiste. En outre, le nombre non négligeable d'anciens participants à la *kale borroka* qui se reconvertissent ensuite vers un militantisme plus consensuel (associatif, partisan, syndical) dément l'idée que la *kale borroka* constituerait l'antichambre du terrorisme.

La Catalogne, entre difficultés économiques et tensions culturelles

La Catalogne constitue le plus complexe des trois cas. Cette région a connu simultanément un double mouvement de désindustrialisation affectant en

profondeur le tissu social des « banlieues rouges » ouvrières et, parallèlement, une montée des préoccupations nationalistes sous l'effet de relations toujours plus crispées avec l'État espagnol. Si l'on ajoute à cela de nombreux cas de corruption des élus et la montée d'un discours xénophobe lié à l'immigration maghrébine, la Catalogne constitue un cocktail aussi riche qu'explosif.

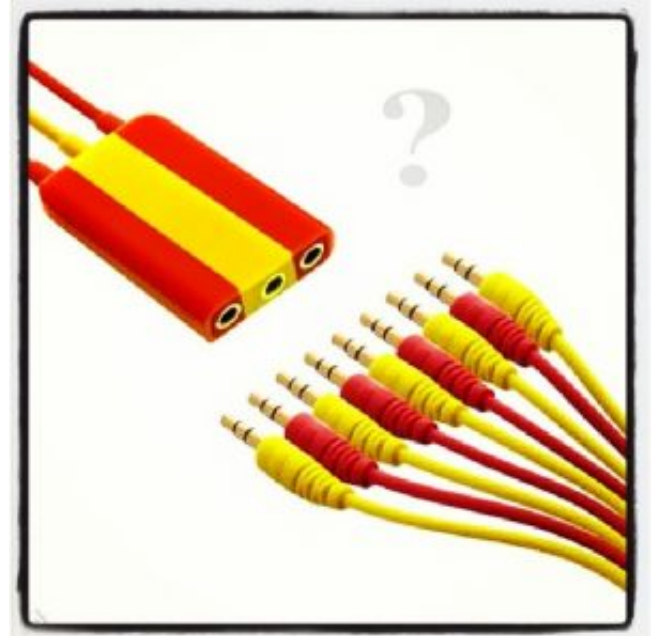
Or cet explosif n'explose pas ! Alors que tous les ingrédients sont réunis pour un haut niveau de violence, cette dernière demeure relativement faible. La vie politique catalane parvient, contre vents et marées, à préserver sa propre stabilité et à garantir un minimum de cohésion sociale.

La violence est présente, mais elle s'exprime essentiellement au niveau infrapolitique, à travers des activités criminelles (drogue, prostitution) et une délinquance ordinaire (vols liés au tourisme, incivilités). En dépit de certains discours politiques alarmistes visant à justifier l'augmentation des ressources et des prérogatives accordées aux forces de l'ordre, la société catalane demeure relativement paisible. Elle affronte sereinement les défis de la ghettoïsation et de la paupérisation en faisant preuve, pour emprunter un terme à la mode chez les psychologues, d'une bonne « résilience ».


Certains comportements violents existent, de la part notamment d'individus racistes ou de groupes anarchistes. La tentation islamophobe des médias et la répression féroce des contestataires tendent d'ailleurs à encourager ces violences. Mais, d'un point de vue global, ces violences restent marginales. La société parvient à les contenir. Grâce à quels dispositifs ? L'auteur ne soulève pas la question. Mais certaines indications permettent de supposer que les velléités indépendantistes, grandissantes depuis 2003, contribuent à la cohésion de la société catalane. Mieux encore, la mobilisation catalaniste de 2011 a permis d'endiguer la violence.

La non-violence des Indignés

La lecture des manifestes, des comptes rendus d'assemblées et les entretiens avec



CC Flickr Pep Payo

les acteurs attestent que le refus explicite de la violence a été et est toujours l'une des caractéristiques majeures du mouvement des Indignés (*Indignados*). Ce mouvement politique, rappelle judicieusement Jérôme Ferret, constitue en réalité une coalition entre différents collectifs militants, auxquels se greffèrent également de nombreux individus sans engagement préalable. Les Indignés ne sont pas une entité homogène, mais le rassemblement, éphémère et puissant, de forces disparates. Or tout rassemblement s'effectue autour d'un dénominateur commun. La thèse avancée ici est que la non-violence a constitué un élément essentiel de cette base partagée. Les acteurs, même ceux *a priori* hostiles au credo de Gandhi , se sont retrouvés autour de ce principe qui leur permettait d'avancer dans leur respect de leurs singularités tout en frappant l'ennemi – en l'occurrence une classe politique jugée incompétente et corrompue – d'un même geste.



CC Flickr Roberto Ortiz

Le sociologue met ainsi en garde contre toute tentative de dépeindre les Indignés en un bloc monolithique de valeurs. Les acteurs se sont certes entendus sur la question de la non-violence, c'est-à-dire sur l'importance de se montrer respectueux des forces de l'ordre et sur la condamnation des violences racistes, sexistes et homophobes. En revanche, sur de nombreux autres points (par exemple, le rapport aux syndicats, aux partis politiques, aux médias, etc.), les divisions ont été et restent vives.

L'autre enseignement de l'enquête de Jérôme Ferret est que la non-violence ne constitue pas une chose en soi mais une construction laborieusement élaborée par

les leaders du mouvement. Alors que la Droite et une partie des médias dominants se sont empressés de qualifier les Indignés de fauteurs de trouble et de casseurs, les intéressés ont au contraire défendu une image pacifique et constructive de leur mouvement. La non-violence est donc avant tout une question de lutte symbolique entre des catégories vigoureusement opposées. A cet égard, la capacité à défendre sa vision du monde dans l'arène virtuelle incontournable que constitue désormais Internet est probablement l'enjeu central de l'affrontement entre militants et forces de l'ordre. Comme le montre Jérôme Ferret, les premiers conservent pour l'instant une longueur d'avance sur les secondes.



Crédits image à la Une : CC Wikimedia Commons Oren neu dag [🔗](#)



Rechercher dans OpenEdition Search

Vous allez être redirigé vers OpenEdition Search

☐ Dans tout OpenEdition

☒ Dans Mondes sociaux

Rechercher